

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18162 - 71ÈME ANNÉE

Le mot d'ordre d'égalité réelle bouleverse tous les plans

La campagne des régionales se fera sur les projets de développement

Lors de son séjour en France la semaine dernière, Paul Vergès a rencontré Manuel Valls, Premier ministre, Victorin Lurel, chargé de mission « égalité réelle » pour l'outre-mer du gouvernement et a participé à un séminaire sur le changement climatique au Conseil économique et social. Le gouvernement a lancé le mot d'ordre d'égalité réelle. Il demande aux parlementaires de l'outre-mer de présenter dans les semaines à venir des plans d'avenir pour leurs territoires. Paul Vergès annonce un tournant : la campagne des régionales se fera sur les projets de développement.



Le PCR a présenté ses propositions pour le développement de La Réunion, c'était le 22 février dernier à Sainte-Suzanne. Les autres partis et les parlementaires sont invités à faire la même chose pour contribuer au débat sur l'égalité réelle qui débouchera sur une loi votée juste après les régionales.

Paul Vergès tenait hier une conférence de presse. Après avoir donné son point de vue sur l'évolution de la crise de la canne et sur les difficultés toujours plus insurmontables du projet de route en mer, le sénateur est revenu sur les détails de sa récente mission en France. Il a tout d'abord participé à une réunion des parlementaires de l'Outre-mer à Matignon. À part Paul Vergès, seuls deux élus de La Réunion avaient fait le déplacement. Manuel Valls a tenu un important discours. Le sénateur de La Réunion a ensuite rencontré Victorin Lurel. Le président de la Région Guadeloupe, et ancien ministre des Outre-mer, est chargé par le gouvernement d'une mission. Il doit donner un contenu concret au mot d'ordre d'égalité réelle lancé par François Hollande lors de son discours en Guadeloupe le 10 mai dernier. D'ailleurs, Manuel Valls fera à partir de demain le service après-vente de ce discours pendant sa visite à La Réunion et à Mayotte.

Quelques semaines pour produire

Pour Paul Vergès, ce n'est pas un hasard si ce discours se fait à 2 ans de la présidentielle. Le projet concerne le développement de nos îles en fonction d'un objectif dénommé égalité réelle, précise-t-il. Au moment du 70e anniversaire de la loi de 1946, on constate que l'égalité réelle n'a pas été appliquée et que l'inégalité a prévalu, poursuit le parlementaire. Quand Manuel Valls parle d'apartheid social, ce n'est rien par rapport à ici.

Paul Vergès souligne une inégalité réelle : quand les gouvernements font inscrire dans les contrats des serveurs publics la surrémunération, uniquement réservée aux fonctionnaires d'État, tous les autres n'y ont pas droit.

L'égalité réelle va entraîner un changement d'une ampleur comparable à celui des années 1945-46, indique Paul Vergès. 2016-2017 vont être celles de la préparation de la grande réforme sur 20 ans. Le mot d'ordre d'égalité réelle est explosif, estime le sénateur. Il donne la ligne des deux années à venir d'ici la présidentielle. Sa mise en œuvre va chambouler tous les plans des candidats déjà déclarés aux régionales : « tous leurs calculs remis en cause par l'initiative du gouvernement ». C'est ce qui ressort de l'entretien entre le sénateur de La Réunion et Victorin Lurel au sujet de la préparation de la réforme. Les modalités sont connues, ainsi que le calendrier. « Le gouvernement demande à toutes les parties en présence, parlementaires et partis politiques, de définir ce qu'ils entendent par égalité réelle », explique le sénateur. « Ils doivent indiquer leur concept d'égalité réelle dans les semaines à venir et la durée pour atteindre cet objectif ». À titre d'exemple, sur la base d'une étude de l'AFD, le gouvernement pense que l'on pourrait parvenir à l'égalité dans 12 ans en Martinique, dans 35 ans à Mayotte.

Parlementaires au pied du mur

« Le président de la République a décidé que les réponses des parlementaires et des partis seront centralisées à Paris. On constatera s'il y a des plans de développement ». Autrement dit, c'est « la plus grande épreuve de vérité pour les parlementaires réunionnais ». Le débat sera public, et « on constatera s'il y a une convergence ce qui peut être commun, et ce qui sera spécifique à chaque territoire ». Le gouvernement

va encourager les élus et les partis politiques à consulter la population.

Cette procédure sera également sécurisée : pas de remise en cause en cas de changement de majorité gouvernementale.

Pour le calendrier, un document sera envoyé à l'ensemble des parlementaires par Victorin Lurel. Le préfet devra animer les efforts des élus pour qu'ils produisent à temps leur projet. Car une copie devra être rendue rapidement. Députés et sénateurs devront ensuite présenter leur projet à Paris en juin-juillet. Le texte de synthèse sera élaboré au mois d'août et remis aux parlementaires en septembre. Il deviendra un projet de loi transmis au gouvernement au Conseil des ministres, avec un passage prévu au Parlement en janvier-février 2016. Ce calendrier est impératif. Si les parlementaires ne sont pas capables de produire un projet, ou de s'entendre à l'échelle d'un territoire sur une vision commune, alors le ministre prendra ses responsabilités et tranchera.

Défi de la double intégration

Une « gymnastique idéologique » est donc posée aux parlementaires : comment concilier l'intégration à la France et l'Union européenne, tout en assurant en même temps l'insertion de La Réunion dans son environnement régional, c'est-à-dire dans un ensemble de 600 millions de personnes qui ont un droit du travail totalement différent de celui de l'Europe.

« Que va devenir toute la chronique des élections », interroge Paul Vergès. Il précise que Victorin Lurel a confirmé que ce sera un plan de développement par entité géographique. C'est donc « un acte politique de même importance que la loi de 1946, dans un ensemble régional et mondial totalement bouleversée ». Les parlementaires devront donc anticiper sur 20 ans. Avec l'égalité réelle, la campagne électorale se fera sur les projets de développement. Tout est donc remis en cause, conclut Paul Vergès.

M.M.

Edito

“Nou lé pa plis, nou lé pa moin, respek a nou.”

Paul Vergès l'a rappelé hier, lors de sa conférence de presse. Le Président de la République prend tout l'Outre Mer à contre-pieds, en proposant une perspective historique aux habitants des 11 pays d'outre mer. Peu importe s'il est sincère. Il faut monter dans le train qui passe. A chaque peuple de définir leur devenir. Il faut élaborer un projet pour un million d'habitants. Sur la méthode, il s'agit de préciser ce qu'est "l'Egalité réelle", version réunionnaise. Un objectif qui doit être atteint en l'espace d'une génération.

Ce délai est vite arrivé. La loi votée le 19 mars 1946 a déjà 70 ans. Une génération, c'est dans 25-30 ans. La Réunion aura sûrement atteint le million d'habitants.

Rappelons-nous du slogan de Laurent Vergès. Qui pourrait devenir le signe de ralliement de tous ceux qui veulent le changement? Notre jeune Député avait résumé notre combat pour l'Egalité par la formule désormais archi connue : "Nou lé pa plis, nou lé pa moin, respek a nou". Cela s'adressait en priorité aux pouvoirs des partis parisiens qui ont refusé de nous accorder

l'Egalité sociale comme prévu dans la loi depuis le premier janvier 1947. Gauche comme droite, ces partis ont failli à la tête du gouvernement depuis un demi siècle.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Égalité réelle

Surrémunération : quelle sortie de crise ?

La surrémunération était un sujet abordé hier lors de la conférence de presse de Paul Vergès.

Le sénateur constate que les gouvernements qui ont installé la surrémunération à La Réunion avaient sous-estimé un élément de base : la transition démographique. L'augmentation de la population a entraîné la nécessité de multiplier le nombre de fonctionnaires d'État.

Conséquence : la surrémunération représente aujourd'hui 600 millions d'euros rien que pour La Réunion. Pas étonnant que le ministère de l'Économie s'interroge sur un

moyen de capter cette manne.

Au cours de son séjour à Paris, Paul Vergès a pu exposer une proposition faite en son temps par la Région. Elle part du principe que l'État ne peut pas modifier les conditions du contrat qu'il a signé avec l'agent bénéficiaire de la surrémunération sans discussion. Pour mettre fin à l'inégalité sans remettre en cause les situations personnelles, Paul Vergès propose de laisser le choix entre deux possibilités :

– ou l'application du statut en vi-

gueur en île de France avec l'indemnité de résidence

– ou l'épargne de la partie surrémunérée du salaire.

L'application de l'indemnité de résidence doit amener à établir le différentiel du coût de la vie entre La Réunion et la France. Le sénateur rappelle que des solutions nouvelles peuvent faire baisser le coût de la vie. Pourquoi ne pas faire venir d'Afrique du Sud les marchandises qui sont aujourd'hui importées d'Europe ?

Toujours pas de demande déposée à Bruxelles par la France

Canne à sucre : attention à la diversion

Attention à ne pas rendre les Antillais responsables du retard pris par le gouvernement dans la transmission de la demande d'aide supplémentaire de la France.

C'est la coupe dans quelques jours, mais toujours pas de convention canne car pas de garantie pour 2017, date de la fin du quota sucrier. Paul Vergès rappelle la déclaration du président de la République à Bois-Rouge. Les 90 millions auxquels s'ajoutent les 38 millions pour compenser la fin du quota. La France prend l'engagement de verser si Commission européenne est d'accord.

La visite de la Commissaire au développement de l'Union européenne a dit que la France n'a toujours pas déposé de demande. Donc aucun accord ne sera donné d'ici la fin de l'année, et quelle sera la réponse ?

Paul Vergès alerte sur une manœuvre possible. Les 38 millions d'euros concernent aussi les Antilles. D'où une explication du gouvernement : on ne peut pas transmettre le dossier car les Antillais n'ont pas rempli leur par-

tie.

Attention à la diversion, car la France peut demander dès mainte-

nant à l'Union européenne un accord de principe, sans attendre un supposé retard venu des Antilles.



L'opinion s'est emparée de ce sujet

Nouvelle route du littoral : projet mal engagé

Le problème de la route du littoral était à l'ordre du jour de la conférence de presse de Pau Vergès.

Le sénateur constate que c'est la première fois qu'au-delà des débats entre politiques, c'est l'intervention de l'opinion publique et des manifestants. C'est un tournant décisif.

La direction du chantier de la route en mer est en difficulté. Pas question pour elle d'importer des millions de tonnes de Madagascar. Paul Vergès rappelle qu'un document est en préparation. Il montrera ce qu'est le projet de route en mer ainsi que les dérogations dont il a bénéficié. Il sera déposé à la conférence de Paris. Comment François Hollande pourra-t-il montrer une France exemplaire sur le plan de l'environnement ? Car son gouvernement soutient un chantier qui n'est pas évalué financièrement, et qui ne tient que parce qu'il a eu des dérogations permettant de dégrader la biodiversité.

Autrement dit, la route en mer est un projet mal engagé, d'autant plus qu'une enquête est en cours pour

faire la lumière sur les conditions d'attribution des marchés publics.



Séminaire du Conseil économique et social

Changement climatique : relance de la proposition déposée au Sénat

La Conférence de Paris se rapproche. Paul Vergès avait déposé au Sénat une résolution permettant à la France de prendre une initiative mettant l'océan Indien en avant.

Lors du séminaire organisé au Conseil économique et social, Paul Vergès a noté la très grande préoccupation des scientifiques. 1100 personnes étaient inscrites à ce séminaire, les interventions ont souligné la nécessité d'une décision de l'ensemble des États présents à la conférence de Paris.

Paul Vergès a pris la parole pour expliquer que le gouvernement ne

prend pas les mesures à la hauteur d'une dimension exceptionnelle qui bénéficie à la France : la richesse des territoires insulaires qui lui donnent le deuxième domaine maritime mondial.

Pour remédier à cela, Paul Vergès a relancé la proposition de résolution déposée au Sénat. Elle demande que la France prenne une initiative pour que les îles de la COI puissent concrétiser en premier les souhaits

de la conférence de Paris. Nos îles ont comme points communs d'être en zone intertropicale, montagneuses, sous les vents des alizés, ayant des ressources énergétiques dans la mer et dans la géothermie. Cela permet d'aller vers l'autonomie énergétique. Voilà qui donnerait à la France et aux îles de l'océan Indien la possibilité de développer des filières dans toutes les énergies renouvelables.

Lo SRI : In téknik révolisyonèr pou la plantasyonn d'ri invanté Madégaskar

Tradiksyon dann kréol rényoné par Georges Gauvin

Moin la fine anparl dann témoignages somenn dèrnyèr konm in l'invansyon jénial par bann zétidyan é bann plantèr d'ri madégaskar avèk lo pèr Henri Laulanié. Somenn dèrnyèr moin la rakont koman bann sénégal la rékipèr plis 2000 éktar la tèr salé pou plant do ri, épi zot la gingn planté produi plis ké kan la tèr té pankorpolyé avèk lo salé. Si mi anparl de sa somenn isi ankor sé pou ké nout bann léktèr, sak i pans ankor konmsa, i tir dann z'ot tèt l'opinyon lo pèp malgash sé in pèp aryéré é k'i gingn pa fé arien pou sov ali par li mèm. Pars ni pé dir si lo mond i ariv à sort dann la famine, mèm avèk lo dérègloman klimatik, mi pans l'invansyon lo SRI sar pou kék shoz.

Dopi li l'ariv Madégaskar, 1960 par la, lo pèr Henri Laulanié la touzour travay, la min dan la min, avèk bann z'etidyan épi bann plantèr d'ri dann la réjyon Antsirabé. Pou komansé lété dsi la métod SRA (sistèm plantasyon do ri amélyoré) : avèk métod-la téi ropik bann plan kan zot l'avé trant zour épi té i donn azot dolo an konsékans ziska k'i ramas lo ri. Solman lo l'ékip té i romark. dé z'afèr : inn lo rannman té fèb, 2 tone do ri par éktar, l'ot, sanm pou zot, té i tiliz tro d'lo. Solman sé so métod-la, la pèrmète trouv in nouvo téknik.

Dopi lo SRA ziska lo SRI (sistèm plantasyonn dori an kantité)

Nouvo téknik la i sa révolisyone lo plantasyonn ri, pa arienk dann Madégaskar mé dan in bonpé péi i plant do ri. La donn ali lo nom SRI (en français : Système de riziculture intensive). Bann péi l'Azî lo Sid-ést la pran métod-la, parèy pou désèrtin péi dann L'Afrik, é ziska Cuba. Zot prodiksyon la goumanté vèy pa koman. Solman dann Madégaskar lo sistèm té dir pou dékolé é banna té blizé mont in l'asosyasion apré la mor lo pèr Laulanié, pou angant bann plantèr pou adop lo métod SRI, é pou gingn bann promyé rézilta. Zordi, bann plantèr i gingn bann rannman ziska vin tone pou in éktar mé konm la plipar banna la pankor pran so métod-la, lo rannman ri pou Madégaska sé arienk 2,5 tone pou in éktar.

In téknik dékouvèr près par azar

L'ané 1983 la séshrés lé for, la famine i ménas. Lo pèr Laulanié i domann son l'ékip ropik bann plan kan zot va gingn 15 zour (olèrk 30 zour suivan lo métod SRA). Pèrsone na poin konfyans mé zot i di kantmèm kan la plui v'arivé lo plan sar fine asé for pou bien dékolé... Zot té bien étoné kan zot la vi shak plan téi done rant vin épi trant zépi alé oir zot téi gingn arienk dis dann lo métod SRA. Té in dékouvèr par azar, mé sa la ankouraz azot pou rod ankor plis a-fon. Dabor zot la désid ropik bann

plan kan i trap douz, mèm dis, mèm uit zour. Ala ké la prodiksyon lé multiplié par dé 2, o moins.

Lo SRI sé dabor in filozofi é ala kosa li amontr

Do ri sé in plante é plante-la i doi z'ète trété konm k'i fo : li doi z'ète réspèkté, i fo done ali son soin, konm kékshoz vivan avèk in bon kapasité. Lo ri va done son kapasité san pour san si i trète ali konm kékshoz vivan : produi bann plan dann lo méyèr kondisyon posib pou dékolé. Si i ed ali pou bien pousé lé sir li va rékonpans lo plantèr pou lo travay li la fé é pou lo tan li la pasé pou okip épi songn son plantasyon.

Antansion bann plant sa la pa in bann ti mashine : i fo pa fors azot, i fo pa manyé ninport koman, i fo pa fé bann zès lé pa natirèl pou zot. Ziska zordi, épi dopi plizyèr syèk, nana désèrtin plantèr i fé kalité zès bann plantasyon i èm pa. Si tèlman ké lo ri la pa donn son plin kapasité san, é mèm la diminyé son kapasité natirèl. Lo nouvo sistèm(SRI) i shanj lo métod travay pou ardene lo plantasyon son bann kalité natirèl.

Koman i mète an pratik filozofi-la ? Inn dé zès pou fèr

1-in l'agrikiltir biojok. Pou komansé in règ zénéral : lo plantasyon SRI i marsh suivan lo prinsip l'agrikiltir biojok avèk konpost épi fimyé pou fèrtiliz la tèr san tiliz l'angré shimik épi bann zinséktisid shimik galman.

2- lo pré-zèrmaz. Kan i prépar la somans i fo tir bann grin i flote anlèrdann in bin tyèd pars sa i pous arpa. Aprésa i fo fé in pré-zèrminasyon : lo grin i rès dann lo bin tièd in zour, épizapré i mète ali dann in torshonmouyé dann solèy pandan dé zour ankor an arozan tanzantan pou anpèsh lo torshon séshé. Kan troi zour la fini, la fine préjèrmé..

3- lo pépinyèr kosté sanm lo karo. Lèr-la, i fo mète ali dann in pépinyèr par koté lo karo a planté : lo bann



grin i doi z'ète sémé dann in tèr léjé, (in mélanj tèr+sab) avèk in kouvèrtir 1 santimète la tèr avèk lo sab. Aprésa lo pépinyèr i doizète payé : la paye de ri lé bon, in bon koush mé pa plis k'i an fo. La paye i protèz lo grin préjèrmé kont bann zoizo épi in l'arozaz tro brital épi an ka k'la plui i tonm tro for. Apré kat zour lo bann plan i lèv : l'èrla i fo tir la paye pou lès azot pousé. Apré kat zour ankòr lo plan lé bon pou transplanté li nana douz santimèt. Ni rézime lo tan : troi zour pou lo présèrmaz+ kat zour pou lo bann plan lèvé+kat zour ankòr pou grandi azot ziska douz santilète : total onz zour par-la.

4-In ropikaz an lign avèk bann plan éspasé. I fé lo ropikaz an lign avèk in léspasman trant-trant sink santimète par-la (antansion banna i poz in lign avèk son dé piké in bout épi l'ot). Rant dé lign nana l'éspas k'i fo pou lès la houe la roulète pasé pou dézèrbé an ka k'i fo. Pou la somans, 750 gram pou kat san mèr karé(kat ar) olèrk kat kilo par la pou in plantasyon tradisyonè. I ropik dann in bo pa tro an lo, pa tro konpak : lo bon sans i indik anou sak i fo fèr.

5-Atansyon lo ra in ratisd natirèl : i mète pa mayi anpoizoné mé in manzé fé avèk lo poud lo grin zavoka épi i manjaye lo ra i èm bien konm papaye, sitrui, épi d'ot zafèr ankòr. La ou lé paré kont zot !
Nou la fine dir, kan k'i suiv bien lo métod é ké lo tan la pa pli kaprisyé k'i fo, in rannman rant douz épi vin tone par éktar, 15000 grin par plan é kat kilo sink san paddy pou kat mèr karé. Sa i doi z'ète in l'inité d'mézir dann péi malgash.

In rézilta konm sa, tout bann plantèr i sote dési ? Kroï pa sa pars sak i fo sé in shanjman dann la mantalilé. La pa fasil sof si ou i pans déza konmsa, pou konprann la filozofi lo sistèm... An pliské sa, bann plantèr i roprosh lo sistèm pars li lé tro kadré é li la bézoin in bon pé zès, in bonpé d'tan pou okip lo plantasyon. Alé fé sa La Rényon zot va oir, si demoun i suiv bien lo téknik.mi di pa zot koman lo plantèr va difiz azot ziska ké li konpran bien lo tik-tak. La-ba lé konm nou, pa plis pa moins.

Pou fé aplik lo métod SRI, gouvèrnman la donn lo pri bann méyèr plantèr, épi la fé pas l'informasyon dann la près intrenasyonel. Lo l'asosyasyonTefy Saina épi lo CIFAD (konsèy dann l'inivèrsité) la désidd fé bann vilaz ékol dann tout bann réjyon Madégaskar, bann volontèr la fé bann karo d'ri-ékol, bann marmay i vien aprann dann vakans, épi bann plantèr osi sak i vé. Mèm inn-dé misyon la sort Madégaskar pou alé amontr lo téknik dann l'Afrik pars pou zot sa sé in patrimoine pou lo mond antyé. In pé noré desid fé pass in brové pou ramas la moné. La-ba nout bann frèr malgash i koné kosa i apèl la zénérozité épi la solidarilé.

Pou shanj métod, i fo shanj mantalilé.

Oté

*La Rényon lo 9 zwin 2015
Justin i ékri Mésié lo promié miniss.*

Mésié lo promié miniss, astèr, ariv'a vou

Mi sava ékri a ou in lèt mésié lo promié miniss, mi pans ou nora lo tan lir a li. I prétan ou tard pa pou arivé, Zédi mi krwa. Avan tousala mi pérmèt a mwin anvoy a ou dé trwa mo pou inform a ou si sak i éspass isi. Pètèt ou lé déza o kouran vik, néna d'moun i dwa donn a ou lo grin pou moud. Mi anvoy a ou sa a mon manière, èk mon kozé, mwin lé sir ou va konprann vik ou sé in boug gabié. Mi parl pa ou létat nout péi, ou dwa konèt ? Shomaz, la jénèss, nout lékol..... Mi vé parl a ou si sizé brilan di moman. Déza, vik ou vyin èk la miniss dé lédikasyon nasyonnal, mi profit pou domann zot dé kansa é koman zot i kont pran an par nout lang, sak zot i apèl laba déor la lang rézyonal ? Nout kozé kréol boudikont, nout kozé la kaz, lékol dann bitasyon, nout kozé tou lé zour. Palfèt pou nout lékol, misié lo promié miniss, plito pou nout liniversité, ou koné nou lé avan dérné si tout la franss ? Bann marmay i di nou lé promié par la ké. La réform si lékol osi, i prétan i pas pa. In ot sizé osi i trakass a nou an so moman sé nout sékirité. Ou koné konm la ba déor a nou osi nou néna marmay singlé i sava fé lo djihad la ba an Syrie, i prétan in pé i sava èk la kontinité térytoryal la rézyon ziska la Frans, aprés a i pass par la Turki pou alé an Syrie o bout. Ni kont si ou mésié lo promié miniss pou mèt do lord anndan la. Ni kont si ou osi pou argard in pé bann fonksyonèr i vé rantr dan zot péi, la osi i tourn touzour pa ron i di malgré lé promèss nout prézidan. Konm ou wa néna sizé sho an so moman.

Ni profit pou an parl a ou konm promié miniss déza, vik in pé i di konm sa pétèt domin ou pé èt présidan, ni pran in pé lavans. Alorss in dérné zafèr, in lindikasyon plito, si ou désann dan lo sid, odrémié pran la rout nasyonnal an ba konm sa ou va war landrwa banna i vé fé lo dé gran trou karyèr pou la rout litoral. Ou va war par ou minm, lé zis koté la ravinn di trou la minm. Fo absoliman évit so dé boubou la misié lo promié miniss. O rotour ou pé ropass par lé o konm sa ou va aprésié lot rout an o, la rout tamarin.

*Noré tro pou di, mé, ala an dé trwa mo apopré sak mi voulé an parl a ou misié lo promié miniss. Mwin lé sir kou va pran an kont, ké ni pé kont si ou. Konm di mon lantouraz a mwin, astèr "Ariv'a vou"
Ek tou lo réspé mwin néna pou ou misié lo promié miniss.*

Justin